



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/308 portant mise en demeure  
Société ARC EN CIEL 2034 à Couëron  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1992 autorisant la société ARC-EN-CIEL à exploiter un centre de traitement de déchets urbains et de déchets industriels et commerciaux banals au lieu-dit « La Cité Navale » à Couëron ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2001 modifié et complété le 14 avril 2003, le 15 janvier 2004, le 15 décembre 2009, le 25 janvier 2010, le 6 juillet 2011, le 4 juillet 2014, le 2 août 2012 et le 13 juillet 2013 autorisant la société ARC-EN-CIEL à poursuivre l'exploitation d'un centre de traitement et de valorisation de déchets non dangereux au lieu-dit « La Cité Navale » à Couëron ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 février 2018 autorisant la société ARC-EN-CIEL à poursuivre l'exploitation d'un centre de traitement et de valorisation de déchets non dangereux au lieu-dit « La Cité Navale » à Couëron après séparation des activités relevant d'une part de la délégation de service public par la collectivité de Nantes Métropole et d'autres part des activités commerciales propres à l'exploitant GEVAL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2019 modifié et complété le 24 juillet 2023 et le 18 septembre 2024 autorisant la société ARC-EN-CIEL à poursuivre l'exploitation d'un centre de traitement et de valorisation de déchets non dangereux au lieu-dit « La Cité Navale » à Couëron après reconstruction de l'atelier de tri de la collecte sélective et réalisation d'améliorations diverses ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 juin 2019 autorisant la société ARC-EN-CIEL 2034 à poursuivre l'exploitation du site précédemment exploité par la société ARC-EN-CIEL sur la commune de Couëron ;

**Vu** l'article VIII-5-2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2019 qui dispose que :

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état (...). » ;

**Vu** le rapport de vérification des installations électriques n°A31880817-004-1 du 29 avril 2025 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'ATV qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025 et le certificat Q18 associé ;

**Vu** le rapport de vérification des installations électriques n°A31880818-004-1 du 15 juillet 2025 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'UVE qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025 et le certificat Q18 associé ;

**Vu** le rapport de vérification des installations électriques n°A31880819-004-1 du 15 juillet 2025 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'ATCS qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025 et le certificat Q18 associé ;

**Vu** le rapport de vérification des installations électriques n°A31880820-004-1 du 15 juillet 2025 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'établissement qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025 et le certificat Q18 associé ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 16 septembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 29 septembre 2025, complété le 13 octobre 2025 ;

**Considérant** que dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n°A31880817-004-1 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'ATV qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025, il est précisé que « l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et que sont listés, dans le certificat, les 24 points de non-conformités ou anomalies associés à ce constat ;

**Considérant** que dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n°A31880818-004-1 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'UVE qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025, il est précisé que « l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et que sont listés, dans le certificat, les 51 points de non-conformités ou anomalies associés à ce constat ;

**Considérant** que dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n°A31880819-004-1 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'ATCS qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025, il est précisé que « l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et que sont listés, dans le certificat, les 4 points de non-conformités ou anomalies associés à ce constat ;

**Considérant** que dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n°A31880820-004-1 établi par la société APAVE suite à une intervention sur l'établissement qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025, il est précisé que « l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et que sont listés, dans le certificat, les 3 points de non-conformités ou anomalies associés à ce constat ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article VIII-5-2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2019 susvisé ;



**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ARC EN CIEL 2034 de respecter les dispositions de l'article VIII-5-2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2019, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

### **ARRÊTE**

**Article 1** – La société ARC EN CIEL 2034, exploitant des installations de traitement de déchets, au lieu-dit « La Cité Navale » à Couëron, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article VIII-5-2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2019, en réalisant les actions correctives permettant de répondre aux observations figurant dans les certificats Q18 joints aux rapports de vérification des installations électriques n°A31880817-004-1, n°A31880818-004-1, n°A31880819-004-1 et n°A31880820-004-1 établis par la société APAVE suite à une intervention qui s'est déroulée du 22 avril 2025 au 28 mai 2025, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, excepté pour les observations 18, 34, 35, 36, 52 et 163 figurant dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n°A31880818-004-1 et pour les observations 81 à 88 figurant dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n°A31880817-004-1, pour lesquelles le délai est porté à 12 mois à compter de la notification du présent arrêté lors de la prochaine coupure générale du site permettant la réalisation de ces travaux.

**Article 2** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Le présent arrêté sera notifié à la société ARC EN CIEL 2034 par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Couëron.

**Article 6** – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Couëron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 30 Octobre 2025

**LE PRÉFET,**  
**Pour le préfet et par délégation**  
**La secrétaire générale**

  
Dominique YANI